



**ARRÊTE PORTANT ABROGATION DE L'ARRÊTE N°24-027 du 12 janvier 2024  
PORTANT REGLEMENTATION PROVISOIRE  
DE LA CIRCULATION DES VEHICULES  
SUR LA RUE LOUIS MIE  
DU VENDREDI 2 FEVRIER 2024 AU VENDREDI 16 FEVRIER 2024  
EN RAISON DE TRAVAUX**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,
- Vu le Code de la route notamment ses articles R 411-2, R 411-3, R 411-4, R 411-5, R 411-7, R 411-8,
- Vu la demande présentée par l'entreprise NGE, située Le Griffolet 19270 USSAC, pour le compte du Conseil Départemental, afin de lui permettre d'effectuer des travaux de réparation de mur en pierre ;
- Considérant qu'il convient d'abroger l'arrêté municipal n°24-027 du 12/01/24 ;
- Considérant qu'il convient, par mesure de sécurité de réglementer provisoirement la circulation de tous véhicules sur la voie précitée.

**ARRÊTE :**

**ARTICLE-1 : L'arrêté municipal n°24-027 du 12 janvier 2024 est abrogé.**

**ARTICLE-2 : Du vendredi 2 février 2024 au vendredi 16 février 2024, le demandeur sera autorisé à effectuer des travaux de réparation d'un mur en pierre pour le compte du Conseil Départemental. Des panneaux AK5 devront être mis en place afin de prévenir les usagers.**

La circulation de tous véhicules s'effectuera en alternat régulé par feux tricolores au moyen de panneaux KC1CA et AK17, au niveau de la zone des travaux.

Le demandeur sera autorisé à stationner les véhicules nécessaires au bon déroulement du chantier sur la zone des travaux ainsi que de stocker des fournitures de chantier dans la rue Louis Mie.

Il devra également mettre en place un balisage adéquat en conformité avec la réglementation édictée dans le manuel « chef de chantier ».

**Accès libre pour les services de secours et d'urgence.**

**ARTICLE-3 : La signalisation réglementaire appropriée matérialisant la prescription énoncée ci avant sera mise en place par le demandeur sous contrôle du service du Domaine Public de la ville de TULLE.**

**ARTICLE-4 : Ces dispositions seront applicables dès la signature du présent arrêté et la mise en place de la signalisation routière.**

**ARTICLE-5 : Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.**

**ARTICLE-6 : Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.**

**ARTICLE-7 :** Copie du présent arrêté est adressé à : Demandeur - Services Techniques - Hôtel de police - Presse - Smur - Samu - Centre de Secours - Tulle aggro Service Transport

**ARTICLE-8 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE-9 :** Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

**ARTICLE-10 :** Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et le responsable de poste de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE-11 :** Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr> . Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

TULLE, le jeudi 25 janvier 2024

Le Maire-adjoint,

Michel BOUYOU

